

L'islam comme référence des groupes politiques et sociaux en Irak*

Pierre-Jean Luizard

Pierre-Jean Luizard est chercheur au CNRS et historien de l'islam contemporain dans les pays arabes du Moyen-Orient.

Résumé

Dans le contexte général de réislamisation des sociétés arabes, l'Irak a une position exceptionnelle du fait de l'occupation américaine et de l'absence d'un État viable. La reconstruction communautariste tentée sous l'égide américaine a suscité un repli communautaire généralisé où l'islam joue un rôle essentiel. Les identités confessionnelles ont été exacerbées, d'autant plus qu'elles jouent sur des registres largement sécularisés par des années de vie politique partiellement dominée par des partis laïques ou laïcisants (Parti communiste irakien ou PCI, Baas). Or, il semble bien qu'un islam sécularisé, à vocation d'abord identitaire et devenu imperméable à toute éthique religieuse, est susceptible d'alimenter des affrontements d'autant plus inexpiables que chacun a l'impression de lutter pour sa survie en tant que membre de sa communauté.

Le paysage politique irakien de 2007 pourrait suggérer deux choses : l'islam monopolise les représentations politiques et identitaires dans la zone arabe, et la dimension ethnique domine dans la zone kurde. Aux dernières élections législatives de décembre 2005, les chiites ont en effet voté pour la liste de l'Alliance irakienne unifiée, ombrelle des partis islamistes chiites qui avait la bénédiction de l'ayatollah Sistani, les sunnites pour les listes sunnites, en majorité celles du Front de la concorde nationale, qui rassemble les partis islamistes sunnites, tandis que les Kurdes ont voté pour les partis kurdes. Ainsi, la représentation que l'on affecta de croire « démocratique » n'était en fait qu'une projection, tel un cliché instantané, du rapport de forces démographique : en Irak coexistent 55 % de chiites, Arabes dans leur immense majorité, 20 % d'Arabes sunnites et 20 % de Kurdes, également sunnites, à quoi s'ajoutent quelques minorités qui ne font pas plus que 5 % de la population. Les listes où étaient représentés les partis transcommunautaires, comme le Parti communiste irakien ou certains anciens du parti Baas, ont été battues. Pire encore, pour pouvoir espérer une représentation, le parti communiste a dû faire cause commune avec l' « agent de la CIA », Iyad Allaoui, au sein d'une Liste nationale irakienne (Allaoui, PCI) qui a obtenu 8 % des voix. Le Front irakien pour le dialogue national de Saleh Motlak, regroupant les sunnites sécularistes, n'a recueilli que 4,1 % des voix¹. Le processus « démocratique » n'a ainsi fait qu'aggraver la surenchère communautaire, puisque chaque Irakien a été renvoyé à son identité religieuse et/ou ethnique. Ce processus a aussi accompagné l'explosion de la haine confessionnelle entre chiites et sunnites.

* Original français. La version anglaise de cet article a été publiée sous le titre "Islam as a point of reference for political and social groups in Iraq", *International Review of the Red Cross*, Vol. 89, N° 868, décembre 2007, pp. 843-855.

¹ Voir les résultats certifiés de la Commission électorale indépendante pour l'Irak, sur http://www.ieciraq.org/English/Frameset_english.htm (dernière visite le 17 décembre 2007).

Les origines de la haine confessionnelle

L'Irak a vécu un effroyable carnage quotidien, et personne ne semblait en mesure d'y mettre un coup d'arrêt. La guerre confessionnelle qui oppose la majorité chiite aux sunnites en Irak a pris une dimension apocalyptique après l'attentat du 22 février 2006. La mosquée au dôme doré qui renferme les tombeaux des X^e et XI^e imams chiites à Samarra, quatrième ville sainte du chiisme en Irak, avait alors été en partie détruite par un attentat revendiqué par des djihadistes proches d'Al-Qaïda. Mais avant cela, l'anti-chiisme s'était déjà déchaîné, faisant des dizaines de milliers de morts. La guerre confessionnelle a en fait débuté le 29 août 2003, avec l'attentat de Nadjaf qui coûta la vie à 89 personnes, parmi lesquelles l'ayatollah Mohammed Baqer al-Hakim. Les zones de contact entre les communautés sont devenues les lignes d'un front invisible – attentats aveugles auxquels répondent des enlèvements de masse, suivis d'exécutions sommaires. Chaque matin, Bagdad a fait sa macabre moisson de cadavres mutilés. Cette guerre a poussé en 2006 plus d'un demi-million de personnes à fuir les quartiers mixtes de Bagdad et les régions à l'est de la capitale, dans la province de Diyala, où Arabes, Kurdes, sunnites et chiites vivent côte à côte. Fin 2007, on estime à près de deux millions le nombre de déplacés à l'intérieur du pays². Là où chiites et sunnites s'équilibraient, Bagdad est devenue chiite à 75 % à la suite d'une violente campagne de chiitisation. Quelle est l'origine de la haine confessionnelle ? Il n'y en a pas une, mais plusieurs, entre lesquelles il faut établir une hiérarchie.

Pas d'ethnicisation des identités confessionnelles

Tout d'abord, il s'agit bien d'une guerre civile, c'est-à-dire d'une guerre qui se déroule à l'intérieur d'une seule et même société. Il y a une grande différence entre les identités ethniques en Irak, qui opposent par exemple Arabes et Kurdes ou Turkmènes et Kurdes, et les identités confessionnelles. Le Kurdistan est une pièce rapportée par l'ancienne puissance mandataire britannique à un ensemble irakien qui est incontestablement arabe. Venant des plaines arabes, on pénètre au Kurdistan comme dans un autre pays : tout y est différent, la langue, la culture, le relief, le climat. Rien de tel entre Arabes sunnites et chiites : à quelques exceptions près, tous sont arabes, partagent une même culture, imprégnée de valeurs bédouines – même s'il existe des spécificités chiites et sunnites – et vivent dans un même environnement. Il n'y a pas d'ethnicisation des identités confessionnelles en Irak, à l'image de l'ex-Yougoslavie. Même si les plus misérables sont chiites, il existe aussi de riches chiites, et l'on ne peut pas invoquer un simple clivage économique et social comme élément prépondérant pour expliquer le conflit actuel. Sunnites et chiites parlent les mêmes dialectes arabes et seul leur nom peut permettre de deviner qui est qui. Et encore pas toujours. Un « Joubouri », par exemple, peut être chiite ou sunnite, de même qu'un « Chammar ». Car les tribus arabes qui se sont sédentarisées dans les plaines fertiles du Tigre et de l'Euphrate, en provenance de la péninsule Arabique, ont souvent une branche sunnite et une branche chiite. Dans les régions à majorité chiite, ces tribus, toutes sunnites à l'origine, se sont converties au chiisme par esprit de solidarité régionale, tandis que d'autres, dans les régions à majorité sunnite, sont demeurées attachées au sunnisme.

² Voir Internal Displacement Monitoring Centre, « Total internally displaced population is estimated to be more than 2 million (as of September 2007) », sur [http://www.internal-displacement.org/idmc/website/countries.nsf\(httpEnvelopes\)/B6C0B024031DFA0F802570B8005A74D6?OpenDocument](http://www.internal-displacement.org/idmc/website/countries.nsf(httpEnvelopes)/B6C0B024031DFA0F802570B8005A74D6?OpenDocument) (dernière visite le 20 décembre 2007).

Un système tribal hiérarchique et un clivage social

L'Irak a été le dernier grand réceptacle des invasions nomades. Une majorité de la population arabe d'Irak est constituée de nouveaux venus et une majorité des chiites sont des convertis plus ou moins récents (les dernières vagues de conversions ne remontent qu'au XIX^e siècle). C'est la déchéance liée à la sédentarisation, au regard du code de valeurs bédouines, qui a favorisé la conversion au chiisme. Les hommes des tribus sédentarisées ou semi-sédentarisés connurent un brutal asservissement par rapport aux tribus demeurées nomades, les grandes tribus chamelières, les seigneurs du désert. L'égalitarisme traditionnel de la tribu fut remplacé par un rapport de soumission violent où les communautés sédentaires devaient payer aux nomades le tribut de protection. Très vite, les paysans devinrent de véritables serfs dans le cadre d'un nouveau système féodal, au sens européen du terme, à partir du moment où les grands cheikhs tribaux se virent attribuer des titres de propriété sur les immenses domaines jusqu'alors bien commun de la tribu ou propriété du sultan d'Istanbul. Ottomans, puis Britanniques, allaient être les maîtres d'œuvre de ces politiques visant à établir des relais sur un monde tribal largement hors contrôle. Le chiisme, qui exalte la lutte contre l'oppression, offrait un idéal et des valeurs en adéquation avec le sentiment d'injustice de ces tribus souvent considérées comme la propriété personnelle du cheikh, au même titre que les terres cultivées. La tyrannie des grands cheikhs poussa des millions de paysans chiites sans terre à émigrer vers les grandes villes dans les années 1930-1960. D'immenses bidonvilles les y accueillirent par affinités régionales. Sadr City est le prototype de ces quartiers qui ont fait rentrer les tribus dans la ville (et encore, elles sont toujours considérées comme « hors la ville » par les vieux citoyens, sunnites comme chiites, du centre ville). Elles y devinrent la base du parti communiste, avant de « revenir » au mouvement religieux chiite qui avait pris la tête de la lutte contre la domination européenne au début du XX^e siècle. C'est donc un clivage social propre à la hiérarchie du monde tribal arabe qui fonde en partie l'opposition entre chiites et sunnites. Mais pas seulement. Car il ne faut pas perdre de vue que, en Irak, ce sont les solidarités tribales et régionales qui priment. L'identité confessionnelle elle-même n'est que la conséquence des solidarités régionales. Sinon, comment expliquer que, soumises à une même violence liée à la sédentarisation, d'autres tribus soient demeurées sunnites dans les régions à majorité sunnite ?

Le nationalisme arabe et l'exclusion des chiites

Les chiites d'Irak partagent avec les autres chiites du monde arabe le fait d'avoir été depuis des siècles une communauté dominée socialement et exclue politiquement. Leur exclusion du pouvoir ne date pas seulement de Saddam Hussein. Elle remonte à l'origine de l'État irakien tel qu'il fut fondé par la puissance mandataire britannique en 1920. Le système politique mis en place était alors d'apparence moderne et ne revendiquait aucune coloration confessionnelle, au contraire du confessionnalisme politique institutionnalisé en 1943 au Liban. Mais il se fondait sur une idéologie ethnique et sécularisée – le nationalisme arabe, conçu sur le modèle des nationalismes européens – que les élites sunnites allaient utiliser comme un moyen d'exclure les chiites, eux aussi arabes, mais pour qui l'arabité n'était pas séparable de l'islam. La puissance mandataire britannique se servit alors des anciennes élites ottomanes, attachées au sunnisme, pour asseoir son pouvoir, consacrant dans le cadre du nouvel État la domination des sunnites sur les chiites.

Le renversement des alliances en 2003

Un demi-siècle plus tard, la révolution islamique en Iran donna le signal de l'émancipation à la fois politique et sociale des communautés chiites dominées du monde arabe. Le Hezbollah au Liban en est la manifestation la plus éclatante. En Irak, cependant, le désir d'émancipation des chiites a rencontré paradoxalement le besoin des Américains de s'appuyer sur un relais irakien. L'année 2003 a vu un renversement d'alliances vieilles de près d'un siècle : pour la première fois, une puissance occidentale s'adressait aux exclus de l'ancien système, les chiites et les Kurdes, pour en faire les principaux bénéficiaires, croyaient-ils, d'un nouveau système basé sur « le droit de la majorité ». En feignant de confondre majorité démocratique et majorité démographique, les Américains ont en fait confirmé une règle : une puissance d'occupation en Irak ne peut se maintenir qu'en mettant les Irakiens en concurrence les uns avec les autres, et le communautarisme, lié à l'absence de réelle souveraineté, demeure alors la seule option possible. La reconstruction politique s'est faite sur des bases communautaires à tous les échelons, enfermant la société irakienne dans une spirale infernale. Car, l'autorité suprême étant étrangère, les acteurs irakiens, politiques ou religieux, ont privilégié la négociation avec celle-ci au nom d'intérêts particuliers, plutôt que de s'engager dans la recherche d'un nouveau contrat de coexistence entre Irakiens. L'implosion de la société irakienne qui a suivi dépasse d'ailleurs les clivages communautaires et affecte les chiites comme les sunnites, divisés en mille allégeances régionales et, même, de quartier.

Dans le système politique qui n'en finit pas d'échouer de façon sanglante sous nos yeux, les Arabes sunnites sont condamnés à n'être qu'un minorité sans pouvoir et sans richesse dans leur propre pays, ce qu'ils n'accepteront jamais. C'est ce refus qui a permis le triomphe du facteur extérieur en Irak. Car à l'occupation américaine s'est ajoutée la volonté de la mouvance fondamentaliste sunnite internationale, proche d'Al-Qaïda, de faire de l'Irak un champ de bataille privilégié dans la guerre qu'elle mène contre l'Occident. Les Américains et Al-Qaïda se font la guerre en Irak par communautés irakiennes interposées. La guerre menée contre les chiites est aussi une guerre contre les Américains. Les émules d'Abou Moussab al-Zarqaoui en Irak ont là un espace inespéré. Leur unique projet est de piéger les Américains dans ce pays, d'y interdire toute stabilisation politique et surtout tout front commun des chiites et des sunnites contre l'occupation. Pour cela, la stratégie du chaos était d'une terrifiante facilité : déclaration de guerre contre les « apostats » chiites, en puisant dans le stock des représentations anti-chiites traditionnelles du fondamentalisme sunnite, et terrorisme aveugle, dans l'espoir d'un engrenage incontrôlable de terreur et de représailles. Ayant mis le feu à la mèche de la haine confessionnelle, les djihadistes n'avaient plus qu'à assister à l'hécatombe. Depuis 2003, plus de sept cents kamikazes, irakiens sunnites pour la plupart, ont fait le sacrifice de leur vie, dont une bonne partie pour tuer d'autres Irakiens, chiites.

La réaction des chiites

Les chiites supportèrent longtemps le carnage sans réagir. Du moins en apparence. Car les campagnes meurtrières et destructrices de 2004 et 2005 contre les grandes villes sunnites, Fallouja, Ramadi, Samarra, Mossoul, Tell Afar, étaient menées par les forces de la Coalition secondées par des soldats chiites. En infiltrant la police et les autres forces de sécurité, les milices chiites confisquaient à leur profit des institutions officielles mort-nées. En même temps, leurs religieux lançaient des appels à la retenue. Mais le principal artisan de cette retenue sur le terrain, Moqtada al-Sadr, allait être rattrapé par la haine confessionnelle. Avec une base qui était devenue la cible privilégiée des djihadistes, il ralliait finalement la Maison commune chiite en 2005, tandis que ses milices dépassaient désormais les escadrons de la

mort du ministère (chiite) de l'Intérieur dans leurs exactions contre les sunnites, assimilés en bloc aux Takfiris (les « excommunicateurs », nom que les chiites donnent aux partisans de Zarqaoui). Le 9 juillet 2006, des miliciens de l'Armée du Mahdi de Moqtada al-Sadr arrêtaient les automobilistes dans le quartier Al-Djihad à Bagdad. Ceux dont les papiers d'identité semblaient indiquer qu'ils pouvaient être sunnites étaient emmenés et exécutés. Les mêmes milices se sont engagées dans une campagne de chiitisation de Bagdad, chassant les sunnites de quartiers où ils représentaient parfois plus de 40 % des habitants, comme à Al-Hourriya, sur la rive occidentale du Tigre. Avec le nombre actuel de morts, le prix du sang à payer est devenu exorbitant et interdit toute réconciliation à court ou moyen terme. Mais la partition sur des bases confessionnelles est aussi irréaliste. Bagdad en est l'illustration : malgré les déplacements de population, les quartiers monoconfessionnels demeurent des exceptions. Ils sont éparpillés, sans continuité territoriale. Le mur qui a séparé les communautés dans le quartier de Dora, au sud-est de Bagdad, ne peut être généralisé, même si la capitale a tendance à se hérissier de palissades.

Surmonter un tabou

Avant 2003, les tensions entre sunnites et chiites étaient un sujet tabou pour beaucoup d'Irakiens. Les évoquer, surtout de la part d'un Occidental, paraissait déplacé. Certes, il y avait la censure due au régime de terreur imposé par Saddam Hussein, mais ce n'était pas tout. Nombre d'Irakiens en exil n'appréciaient pas davantage cette distinction faite entre Irakiens. L'occupation a exacerbé un conflit latent et récurrent, lui donnant la dimension d'un combat inexpiable, où les Irakiens sont assignés à leur identité confessionnelle et ethnique. Une illustration du fait que les identités, mouvantes par définition, peuvent toujours se cristalliser brusquement sur un aspect particulier si le contexte vient à s'y prêter. On ne vit pas sans identité, mais celle-ci peut aussi devenir une prison et une arme redoutable dans des oppositions d'autant plus implacables que, de part et d'autre, on croit lutter pour sa survie. Entre une impossible réconciliation et une impossible partition, l'Irak risque de continuer sa descente aux enfers, sous les yeux d'une communauté internationale impuissante et tétanisée.

Le salafisme en Irak : un nouveau venu ?

Cette polarisation confessionnelle extrême a correspondu au « retour » à l'islam des Arabes sunnites d'Irak, plus particulièrement sous sa forme salafiste. Le salafisme en Irak a des racines anciennes. Abou al-Thana al-Aloussi (1802-1854), Nouman al-Aloussi (1836-1899), Mahmoud Choukri al-Aloussi (1857-1924), tous membres d'une célèbre famille de *sayyid* sunnites de Bagdad opposée aux Ottomans, manifestèrent les premiers une adhésion locale à l'islam réformiste. Ils prirent position en faveur des wahhabites qui défiaient la Porte dans la péninsule Arabique. Ayant bien accueilli au début les Jeunes Turcs, au nom de la lutte contre le despotisme, cette famille leur fut rapidement opposée. Le positivisme des précurseurs de la laïcité kémaliste, qui de surcroît s'avérèrent d'ombrageux nationalistes turcs, pouvait difficilement trouver un terrain d'entente avec les partisans d'un « retour » à l'islam des pieux ancêtres musulmans (*salaf*), nouveau credo mis en avant par le réformisme musulman. Mohammed Bahjat al-Athari (1902-1996) fut ensuite à Bagdad le héraut de cette tendance religieuse et politique à travers ses nombreuses publications, notamment sur les Aloussi. Cheikh Mohammed al-Aloussi, dirigeant de l'actuel Bloc islamique, est l'arrière-petit-fils d'Abou al-Thana al-Aloussi. Un autre Aloussi, Mithal al-Aloussi, prône pour sa part la réconciliation avec les chiites.

Un mouvement récent aux racines anciennes

C'est à la fin des années 1940 que l'Irak importa le modèle égyptien, avec la fondation de la branche irakienne des Frères musulmans. Toutefois, le salafisme irakien s'est développé selon des voies plus intellectuelles, plus élitistes, et moins directement politiques qu'en Égypte. Son influence est demeurée faible en Irak : conscients de leur situation de minoritaires dans ce pays, les Arabes sunnites évitèrent en effet de se diviser entre religieux et laïques et concentrèrent leurs efforts pour sauvegarder leur mainmise sur l'État fondé en 1920 par la puissance mandataire britannique.

Malgré ses racines anciennes, donc, le salafisme est un mouvement tardif en Irak, comparé au salafisme égyptien, syrien, palestinien ou saoudien. Des mouvements tels que les Frères musulmans ou le Parti de la libération islamique n'ont jamais rencontré de soutien significatif chez les Arabes sunnites d'Irak. Pendant près d'un siècle, les élites arabes sunnites ont été davantage porteuses d'idéaux laïcisants (le réformisme militaire) ou clairement laïques (le Baas). Pris par un réflexe confessionnel d'autodéfense, ils ont adopté une position qui n'a pas favorisé l'émergence d'un mouvement fondamentaliste fort, à l'image de ce qui se passait ailleurs dans la région. Sous le régime de Saddam Hussein, le petit mouvement fondamentaliste en place chez les Arabes sunnites avait des liens forts avec l'Arabie saoudite. Tel était le cas du Bloc islamique du cheikh Mohammed al-Aloussi, fondé en 1970 et proche des Frères musulmans pro-saoudiens. Une autre tendance des Frères musulmans, plutôt hostile à l'Arabie saoudite, le Parti islamique irakien, avait des liens privilégiés avec le Soudan. Chez les Kurdes, le salafisme s'est développé à la faveur de la victoire de la révolution islamique en Iran. Bien que sunnite, ce mouvement a conservé des liens avec l'Iran. Cette marginalité initiale du salafisme n'a pas empêché l'apparition d'un nouveau discours religieux chez tous les dirigeants de la communauté arabe sunnite d'Irak. Pourquoi ?

L'exclusion des Arabes sunnites

C'est l'exclusion des Arabes sunnites qui en est la cause. La chute du régime de Saddam Hussein a été un traumatisme pour les Arabes sunnites d'Irak. Non qu'ils aient porté un amour indéfectible à un régime qui les avait, à leur tour, sévèrement réprimés dans ses dernières années. Mais il y avait la crainte immense d'une revanche des exclus : les Kurdes et surtout les chiites. De plus, la fin de Saddam n'était pas seulement celle d'un régime et d'un gouvernement. C'était aussi celle de l'État irakien fondé en 1920 par les Britanniques et que les élites arabes sunnites considèrent toujours comme leur propriété exclusive. Il convient de rappeler l'hésitation américaine de 2003. Fallait-il recycler les élites politiques et militaires disponibles et reconduire le système politique donnant aux Arabes sunnites l'exclusivité du pouvoir ? Ou bien faire le choix de l'ex-opposition au régime de Saddam Hussein, c'est-à-dire, en clair, les chiites et les Kurdes, les exclus de l'ancien système politique ? Orphelins d'un État qui avait toujours marqué leur horizon, les Arabes sunnites d'Irak se trouvaient dans la situation inédite d'un vide terrifiant : puisqu'il n'y avait plus d'État à investir, vers où se tourner ?

Pourtant, il semble qu'une grande partie des Arabes sunnites d'Irak étaient prêts à faire leur deuil d'un système qui les avait toujours servis, mais dont ils voyaient bien qu'il était arrivé en bout de course. Il y eut quelques semaines d'expectative en mai 2003. Cependant, le cycle infernal des bavures de l'armée d'occupation, suivies de représailles, prit dès juin un nouveau visage : les Arabes sunnites avaient désormais le sentiment de ne pas être représentés dans le processus de reconstruction politique du pays. Ce sentiment s'accrut

encore lors de la formation, le 13 juillet 2003, du Conseil de gouvernement provisoire³. Les Arabes sunnites y avaient quatre représentants : Adnan Pachechi, Nassir Chaderchi, tout juste rentré des États-Unis, Ghazi al-Yawer, un des cheikhs des Chammar, et Mohsin Abd al-Hamid, du petit Parti islamique irakien. Aucun ne pouvait se prévaloir d'une réelle représentativité. Le 1^{er} septembre, dans le premier cabinet, un inconnu, Kamal al-Gailani, devenait ministre des Finances. C'était le ministère le plus important que les Arabes sunnites avaient ainsi pour eux. Peu importait, car la communauté arabe sunnite d'Irak était déjà partie à la dérive.

L'entrée en scène d'acteurs extérieurs

Localement, des abcès de fixation se formèrent : Baqouba, Fallouja, Tikrit, Balad, Mossoul où les accrochages se multipliaient. Les provinces d'Al-Anbar et de Salahaddin étaient celles qui avaient le plus perdu avec la chute du régime de Saddam et la dissolution de l'armée. Privés de l'État qu'ils avaient dominé durant près d'un siècle, les Arabes sunnites l'étaient aussi des idéologies nationalistes arabes dont le régime irakien aura été l'un des derniers bastions avant de s'effondrer. Localement, il n'y avait plus que des imams de mosquées qui prirent en main, avec les tribus, des villes et des quartiers. La dissolution de l'armée irakienne avait renvoyé dans leurs foyers des dizaines de milliers d'officiers qui mirent leur savoir-faire au service de la guérilla. La résistance était locale, ce qui en fit la force.

Ce contexte permit l'entrée en scène de nouveaux acteurs extérieurs. Sous le régime de Saddam Hussein, et contrairement aux accusations américaines, le seul lien concret avec Al-Qaïda en Irak fut l'émergence d'*Ansar al-islam* (Partisans de l'islam) au Kurdistan en 2002. *Ansar al-islam* naquit de la fusion de *Jound al-islam* (Soldats de l'islam), une scission du Mouvement islamique du Kurdistan (MIK), avec le groupe armé de Mollah Krekar, ancien responsable militaire du MIK et vétéran d'Afghanistan. L'apparition d'un mouvement fondamentaliste au Kurdistan est liée à la crise du leadership traditionnel tel qu'il s'exprime à travers les deux grands partis kurdes. Ces partis représentent des familles qui puisent aussi leur légitimité dans leur lien avec un soufisme confrérique qui structure la société kurde. Mais l'apparition de mini-États, l'un sous l'égide du Parti démocratique kurde (PDK), l'autre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a modifié la donne : désormais, les exclus du système politique kurde n'ont d'autre choix que de se positionner face à des pouvoirs locaux de plus en plus fortement territorialisés. Ce n'est donc pas une guerre entre des partis kurdes « laïques » et religieux respectivement ; c'est plutôt la recomposition violente de sociétés confrontées à des États tribaux en émergence. La brutalité des campagnes de l'UPK contre *Jound al-islam* en 2001 acheva de convaincre nombre de combattants que la paix était impossible avec les milices de Talabani. C'est ainsi que naquit *Ansar al-islam*, dont de nombreux membres étaient partis en Afghanistan en 1999. Lorsqu'ils revinrent en 2002, ils étaient accompagnés par plusieurs centaines de combattants de toutes nationalités, chassés d'Afghanistan par la chute des Talibans. Ils s'installèrent dans les montagnes d'Hawraman, à l'est de Halabja, à cheval sur la frontière avec l'Iran. Au moment où la guerre éclata en 2003, des opérations combinées des forces spéciales américaines et des peshmergas de l'UPK vinrent à bout de ce sanctuaire. Chassés de leur réduit montagnard, les combattants d'*Ansar al-islam* se disséminèrent dans tout le pays. En territoire arabo-sunnite, ils trouvèrent rapidement de nouveaux appuis. Enfin, il y avait ceux que les Irakiens appelaient les « invités du régime » de Saddam Hussein. Aux opposants laïques, de gauche et nationalistes arabes, avaient peu à peu succédé des islamistes pourchassés dans leur pays. Dès 2003, de nombreuses recrues venaient les rejoindre au nom d'un djihad mondial contre les États-Unis.

³ Voir The Coalition Provisional Authority, Iraqi Governing Council, à l'adresse : http://cpa-iraq.org/government/governing_council.html (dernière visite le 20 décembre 2007).

Le « retour à l'islam » des Arabes sunnites

Le « retour » actuel des Arabes sunnites à l'islam, notamment dans sa version salafiste, avait été précédé par le retour à l'islam de Saddam et de nombreux sunnites, à la faveur de la guerre entre l'Iran et l'Irak et de la guerre confessionnelle intérieure à l'Irak dont elle fut le prolongement. À ce moment, le Baas n'était plus qu'une coquille vide, mis à mort par Saddam lui-même. De parti transconfessionnel, il s'était transformé en parti sunnite, puis en couverture idéologique pour le clan de Saddam Hussein au pouvoir. Au nom d'une solidarité sunnite, les Frères musulmans apportèrent leur soutien au « laïque » Saddam contre l'Iran islamique de l'ayatollah Rouhollah Khomeini. Saddam s'était métamorphosé pendant la guerre avec l'Iran. Revenant sur ses professions de foi laïques baasistes, le dirigeant irakien avait désormais mis en avant « son » islam en opposition à celui de Khomeini. Saddam s'affichait croyant, déployant une généalogie qui le faisait descendre du Prophète, ajoutant *Allahu akbar* aux couleurs du nationalisme arabe qu'arborait le drapeau irakien et multipliant les gestes dans le sens d'une réislamisation de la société (interdiction de l'alcool dans les lieux publics, décret revenant sur certains droits acquis par les femmes).

L'évolution de la communauté arabe sunnite, comme celle de Saddam Hussein dans les années 1980, appelle une question : ne voit-on pas se refermer une parenthèse de près d'un siècle au cours duquel les idéologies laïcisantes ont été dominantes au sein de cette communauté ? De la même façon que Sati al-Housri (1880-1969), le théoricien de l'arabisme, était passé sans coup férir de l'ottomanisme au nationalisme arabe dans les années 1910, Saddam Hussein n'est-il pas passé du baassisme laïque à un islam de plus en plus revendiqué ? On aurait là la manifestation d'une permanence en Irak : pour échapper à leur statut minoritaire, les élites arabo-sunnites de ce pays se sont toujours référées aux idéologies dominantes dans un monde arabe majoritairement sunnite. En troquant leur nationalisme arabe pour l'islam, les Arabes sunnites d'Irak manifestent une mise en conformité tardive avec les autres pays arabes. Lorsque le nationalisme arabe était à son zénith, il était leur référence. Aujourd'hui qu'un islam fondamentaliste a pris la suite, les Arabo-sunnites irakiens ne font finalement que poursuivre une attitude qui a toujours été la leur en se référant désormais à l'islam. Dans le contexte irakien, la « conversion » des Arabes sunnites à l'islam est aussi le résultat de la montée de la tension confessionnelle. Pendant longtemps, mouvement islamique avait rimé en Irak avec le seul chiisme. Désormais, il y aura deux mouvements islamistes en guerre l'un contre l'autre.

La guérilla sunnite et l'islam

La guérilla sunnite désigne la résistance armée de divers groupes (baasistes, nationalistes, sunnites anti-chiites, islamistes sunnites ou salafistes d'*Ansar al-islam*, combattants étrangers liés à Al-Qaïda, gangs criminels). Cette guérilla s'est manifestée contre l'occupation américaine et le processus politique en cours, avec une dimension de plus en plus confessionnelle. « Résistance irakienne », comme elle se nomme elle-même, ou « forces anti-irakiennes », comme le gouvernement à majorité chiite et les Américains la qualifient, elle utilise toutes les possibilités d'action à sa disposition : attentats, embuscades, snipers, roquettes, sabotages, attaques d'avion, kamikazes, assassinats, kidnappings, décapitations. Un rapport de 140 pages de *Human Rights Watch* dénonce les nombreuses violations des droits

de l'homme dont elle s'est rendue coupable⁴. Les Américains accusent la Syrie, l'Iran et certaines organisations non gouvernementales islamiques de lui apporter un soutien logistique.

D'une résistance irakienne à une résistance islamique et confessionnelle

Au sein de ce mouvement insurgé, les baasistes ont vite été éclipsés par les islamistes. On a toutefois vu se poursuivre l'action des ex-Fedayin de Saddam, à Bagdad (au nord et à l'ouest de la capitale), de l'ex-Garde républicaine et des anciens services de renseignements baasistes. Le 13 janvier 2007, le ministre de l'Intérieur, chiite, émettait une mise en garde contre le Parti du retour (*Hizb al-Aouda*), résurgence de l'ancien Baas, après l'exécution de Saddam et de Barzan. Izzat Ibrahim al-Douri, le dernier dignitaire du régime déchu encore en fuite et présumé réfugié en Syrie, en serait l'inspirateur.

La plupart des anciens baasistes, cependant, se sont « convertis » à l'islam. C'est-à-dire que, tout en conservant leurs structures, ils ont adopté un discours religieux, d'autant plus facilement que Saddam Hussein avait inauguré cette réislamisation dès le début des années 1980 à la faveur de la guerre contre l'Iran. On peut les qualifier d'islamo-sunnites, dans la mesure où leur discours est d'abord confessionnel, marqué par un anti-chiisme virulent. Dans cette mouvance, on peut citer *Djaish al-Taïfa al-Mansoura* (l'Armée de la confession victorieuse), *Saraya al-Djihad* (la Brigade du djihad), *Kataib al-Ghouraba* (les Brigades des exilés), *Kataib al-Ahwal* (les Brigades de l'apocalypse), les Brigades de soutien au monothéisme, *Djaish Mohammed* (l'Armée de Mohammed) et *Djaish al-Rafidain* (l'Armée de Mésopotamie). Il faut y ajouter l'Armée islamique en Irak, qui rassemble également des ex-baasistes. Ce groupe, proche des Frères musulmans mais pas salafiste, avait au début un discours similaire à Al-Qaïda, avant de s'en différencier à partir d'une approche irakienne du conflit, en contradiction avec la vision internationaliste des « combattants étrangers ». Ismaïl al-Joubouri, l'un de ses chefs, dit qu'il accueille tous les Irakiens sans distinction. L'Armée islamique en Irak, responsable de nombreux enlèvements, notamment des journalistes français Malbrunot et Chesneau, a exécuté certains de ses otages. Elle a appelé à voter contre la Constitution.

La mouvance islamiste sunnite regroupe les Brigades de la Révolution de 1920, proches du clergé sunnite, ainsi que d'autres groupes tels que *Al-Raya al-Soda* (le Drapeau noir). Le Comité des Oulémas, dirigé par Harith al-Dari, bien implanté dans la province d'Al-Anbar, est leur référence religieuse, même si cette organisation n'appelle pas à la lutte armée.

Enfin, il y a la mouvance djihadiste liée à Al-Qaïda. Le *Majlis Choura al-Moudjahidine* (Conseil consultatif des moudjahidin), créé le 15 janvier 2006, s'est transformé en « État islamique en Irak » en octobre 2006. C'est une ombrelle de six organisations. Al-Qaïda en Irak y côtoie *Djaish Ansar al-Sunna* (l'Armée des partisans de la Sunna). Cette dernière organisation, bien implantée dans le nord et le centre de l'Irak, inclut des Kurdes et a des liens directs avec les « combattants étrangers », Al-Qaïda, et avec ce qui reste du groupe kurde *Ansar al-islam*, qui dominait à Halabja avant d'en être délogé par les milices de l'Union patriotique du Kurdistan de Talabani. C'est l'un des trois groupes à avoir kidnappé des étrangers et à les avoir décapités devant une caméra vidéo. À Fallouja, Omar Hadid, un Irakien lié à l'islamisme international, représentait localement Al-Qaïda, avant d'être éliminé par les tribus ralliées au Conseil du salut d'Al-Anbar en 2007.

⁴ Human Rights Watch, « Irak : Des groupes d'insurgés responsables de crimes de guerre », <http://hrw.org/french/docs/2005/10/03/iraq11806.htm>, au sujet du rapport intitulé *A Face and a Name : Civilian Victims of Insurgent Groups in Iraq*, publié le 3 octobre 2005 (anglais), <http://hrw.org/reports/2005/iraq1005/>.

Rappelons que les islamistes sunnites sont également représentés au gouvernement : le Front de la concorde, créé le 20 octobre 2005 pour les élections, regroupe le Conseil général du peuple d'Irak d'Adnan al-Doulaimi, le Parti islamique irakien de Tareq al-Hachemi, vice-président qui a succédé à Mohsin Abd al-Hamid en 2004 (il a appelé à voter non à la Constitution, avant de s'y rallier), bien implanté à Mossoul, et le Conseil pour le dialogue national irakien de Khalaf al-Oulayyan. Ce Front a remporté 44 sièges sur 275, avec 15,1 % des voix⁵.

Localisme avant tout

Qu'est-ce qui distingue les insurgés sunnites entre eux ? Le Baas, parti-État unique, a cessé d'exister, mais a maintenu des réseaux de solidarité. Ces réseaux se sont mis au service de la « résistance » en utilisant un vocabulaire islamique. Peut-on distinguer la résistance baasiste de la résistance islamique ? L'Armée islamique en Irak n'est-elle qu'un prête-nom pour les baasistes ?

En fait, tous sont d'anciens baasistes, ce qui explique la permanence d'un vocabulaire baasiste (unité arabe, etc.). Mais le recours à l'islam n'est pas opportuniste. Il illustre la conversion à l'islam d'élites autrefois sécularisées et laïques, un phénomène qui n'est d'ailleurs pas propre aux sunnites. C'est l'implantation locale qui est le premier critère de différenciation. La « résistance » serait ainsi plus islamique à Al-Anbar et Diyala, baasiste à Salahaddin (Tikrit) et Mossoul.

Cependant, un autre clivage a pris une importance croissante : la contradiction évidente entre le projet internationaliste d'Al-Qaïda en Irak et celui, irakien, des insurgés sunnites. Un schisme s'est opéré entre les insurgés irakiens et les « combattants étrangers » : le terrorisme anti-chiïte indifférencié contre des civils, l'imposition de normes islamiques et, surtout, le sang versé contre des membres de tribus réfractaires aux ordres d'Al-Qaïda ont créé un ressentiment généralisé. La déclaration de Zarqaoui jetant l'anathème contre les chiïtes, diffusée ensuite le 14 septembre 2005 par un message vocal sur un site djihadiste – « en représailles, disait-il, aux massacres de Tell Afar⁶ » – s'est accompagnée d'attentats meurtriers contre les chiïtes. Premiers signes de fracture, en décembre 2005, les insurgés sunnites irakiens prévenaient Al-Qaïda de ne pas attaquer les bureaux de vote lors des élections. Au début de 2006, Zarqaoui s'enfuit à Diyala où il fut tué en juin de la même année. Les tribus commencèrent à combattre Al-Qaïda en 2006 à Fallouja, de même qu'à Al-Qaim près de la frontière syrienne. En liaison avec les tribus, les réseaux des ex-baasistes se mobilisèrent contre Al-Qaïda à Al-Anbar. Les Américains intervinrent alors pour utiliser cette fracture à leur profit : c'est la politique des mouvements de réveil (*Harakat as-sahwa...*) et de salut (*Harakat al-inqad...*) d'Al-Anbar, puis des quartiers sunnites de Bagdad, de Salahaddin, et enfin de Diyala. Partout, la logique est la même : puisque les Américains n'ont pas la capacité de contrôler les zones sunnites, pourquoi ne pas donner le pouvoir aux milices tribales sunnites en leur fournissant toute la logistique nécessaire pour éliminer Al-Qaïda de leur zone ? La nouvelle stratégie américaine envers les arabes sunnites s'est avérée payante à court terme : Al-Qaïda se voit repoussée des zones les plus peuplées et la violence diminue sensiblement. Le discours des cheikhs tribaux ralliés se veut davantage nationaliste irakien qu'islamiste. Mais on sait que le recours au tribalisme n'a jamais pu sauver un système politique en Irak : pas plus à l'époque ottomane qu'à celle du mandat britannique, les tribus n'ont été porteuses d'un projet politique, et leur propension à des retournements multiples est proverbiale.

⁵ Pour les résultats, voir note 1.

⁶ Tell Afar a été décrit comme un « bastion d'Al-Qaïda » dirigé par Abou Moussab al-Zarqaoui.

Conclusion

En conclusion, on constate que, dans le contexte général de réislamisation des sociétés arabes, l'Irak a une position exceptionnelle du fait de l'occupation américaine et de l'absence d'un État viable. La reconstruction communautariste tentée sous l'égide américaine a suscité un repli communautaire généralisé où l'islam joue un rôle essentiel. L'implosion de la société irakienne a attribué aux acteurs locaux une importance inédite, illustrée, en milieu chiite, par la multiplication des allégeances (Conseil suprême islamique d'Irak ou CSII, parti *Dawa*, mouvance sadriste – elle-même divisée en partisans de Moqtada, Parti de la vertu et d'autres encore) et, en milieu sunnite, par les nombreux groupes de guérilla dont l'implantation est d'abord locale. Les identités confessionnelles ont été exacerbées, d'autant plus qu'elles jouent sur des registres largement sécularisés par des années d'une vie politique dominée dans une certaine mesure par des partis laïques ou laïcisants (Parti communiste irakien, Baas). De nombreuses élites sont sécularisées, à l'image du vice-président chiite irakien, Adel Abdoul-Mahdi : aujourd'hui représentant du Conseil suprême islamique d'Irak, proche de Téhéran, c'est un ancien nationaliste arabe, converti au marxisme, puis à l'islamisme. Or, il semble bien qu'un islam sécularisé, à vocation d'abord identitaire et devenu imperméable à toute éthique religieuse, est susceptible d'alimenter des affrontements d'autant plus inexpiables que chacun a l'impression de lutter pour sa survie en tant que membre de sa communauté.